

Berne, le 19 juin 2017

Troisième Conférence nationale sur l'intégration

Travailler ensemble à une intégration réussie

Lors de la troisième Conférence nationale sur l'intégration, plus de 250 acteurs issus des milieux de la politique, de l'économie et de la société civile ont débattu de la manière de mieux intégrer les étrangers en Suisse. L'accent a été mis sur la collaboration que la Confédération, les cantons, les villes et les communes avec les acteurs non institutionnels dans les trois domaines « travail », « petite enfance » et « vivre-ensemble ». Conclusion principale de la conférence : il est nécessaire de renforcer la collaboration entre les différents acteurs là où les individus vivent et travaillent.

La conférence a été organisée par la Conférence tripartite (CT), la plateforme politique de la Confédération, des cantons, des villes et des communes, qui a lancé en 2012 les dialogues d'intégration dans les trois domaines cités. L'objectif de la conférence était d'ancrer plus profondément les dialogues aux échelons national, cantonal et communal. Par rapport à d'autres pays, la Suisse réussit plutôt bien l'intégration, souligne le conseiller d'État Laurent Favre (NE) dans son allocution de bienvenue, mais plusieurs défis doivent être relevés ensemble.

Agenda Intégration Suisse

« L'intégration est un investissement dans l'avenir de notre pays, de notre population, de celles et ceux qui vivent ici », a insisté la cheffe du DFJP à l'ouverture de la conférence. Elle n'a pas caché que cette intégration a un prix, mais que l'investissement apporte un bénéfice tant du point de vue économique qu'humain. Pour s'épanouir, les individus doivent avoir le sentiment d'appartenir à une communauté et développer des contacts sociaux.

Elle a ajouté que la Confédération et les cantons ont convenu récemment d'un Agenda Intégration. « Nous discutons ensemble de comment nous comptons investir et où le faire, pour que chacun y trouve son compte, notre pays comme les immigrés qui vivent ici », a expliqué la cheffe du Département fédéral de justice et police. À ses yeux, le travail et la formation sont les clés d'une intégration réussie. Il est donc important que les autorités des migrations de la Confédération et des cantons y travaillent, et qu'elles le fassent main dans la main avec les autorités en charge de la formation, à savoir le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR et la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique CDIP.

La formation, moteur d'intégration

Le conseiller d'État Benedikt Würth (SG), président de la Conférence des gouvernements cantonaux et conseiller d'État saint-gallois, a souligné la nécessité d'en faire davantage surtout pour les jeunes arrivés tardivement en Suisse et les adultes peu qualifiés ; il a insisté sur la difficulté de satisfaire aux exigences du marché du travail en Suisse sans diplôme de formation postobligatoire. « Nous devons donc investir plus dans l'insertion professionnelle. Les mesures de formation sont un vrai moteur. » Il a par ailleurs tiré un bilan positif du dialogue d'intégration « Au travail », que la CT a mis en place avec les milieux économiques de 2012 à 2016. Les projets menés conjointement ont permis de proposer des cours de langues axés sur la pratique, de faire tomber des barrières administratives et d'insérer plus de 2 000 réfugiés sur le marché du travail, mais ce n'est là qu'un début, a tenu à préciser Benedikt Würth.

Assurer aux enfants un bon démarrage dans la vie

Aujourd'hui déjà, plus de la moitié des enfants de moins de six ans vivent dans des foyers issus de la migration, et cette proportion va croissant. De grandes différences de développement apparaissent au plus tard lorsque les enfants commencent l'école enfantine, des différences qui peuvent influencer leur scolarité et qu'ils ne seront pas toujours en mesure de gommer. Dans le cadre du dialogue « Dès la naissance », les spécialistes ont donc été sensibilisés à l'importance pour l'intégration d'encadrer les enfants dès leur plus jeune âge. Tous les enfants en Suisse doivent pouvoir entrer dans la vie en bonne santé, indépendamment de leur origine, et maîtriser si possible la langue quand ils entrent à l'école. « Investir dans l'encouragement précoce est une chance de progresser dans la politique d'intégration, ce qui explique les efforts des villes et des communes en ce sens », explique le conseiller national Kurt Fluri, président de l'Union des villes suisses.

L'engagement de la société civile

« L'intégration ne se résume pas à l'apprentissage d'une langue et à un emploi. Être intégré, c'est aussi avoir le sentiment d'appartenir à une communauté », rappelle Hannes Germann, président de l'Association des Communes Suisses. Il est indispensable que les migrants entrent en contact avec la population. Ils le font souvent à l'occasion de projets locaux conduits par des bénévoles, la priorité du dialogue « L'intégration au quotidien ». Cet engagement des citoyens est appréciable surtout pour les réfugiés, il doit donc être valorisé et encouragé par les pouvoirs publics.

Étaient présents à la conférence, outre la Confédération, les cantons et les communes (exécutifs et administrations), des organisations patronales et des associations sectorielles, des syndicats, des associations du secteur médical (pédiatrie, sages-femmes, personnel de soin) et de l'encouragement précoce (prise en charge des enfants), des associations sportives, des fondations, des organisations de jeunesse et de bénévoles, des œuvres d'entraide, des associations de migrants, des communautés religieuses. Il est apparu que tous ont un rôle à jouer dans le succès de l'intégration en Suisse. La CT traduira les résultats des discussions en recommandations.

Contacts :

Service d'information DFJP, 058 462 18 18

Secrétariat CdC, 031 320 30 00

Secrétariat UVS, 031 356 32 32

Secrétariat ACS, 031 380 70 00